

Gérald-A. Beaudoin, *Le fédéralisme au Canada*, Collection bleue, Montréal, Wilson et Lafleur, 2000, XIII + 1076 pages, ISBN 2-89127-495-4

Alain Gazaille, *Réaliser l'équité salariale au Québec*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1999, 224 pages, ISBN 2-89127-459-8

Nicola Mariani, Graciela Fuentes, *Les systèmes juridiques dans le monde / World Legal Systems*, Collection bleue, Montréal, Wilson et Lafleur, 2000, 65 pages (version anglaise), 68 pages (version française), ISBN 2-89127-497-0

Marilyn Pilkington, James M. Spence, Hélène Dumont (dir.), *The Administration of Justice in Commercial Disputes / L'administration de la justice et les litiges commerciaux*, Montréal, Thémis, 1997, 352 pages, ISBN 2-89400-110-X

William A. Schabas, *Précis du droit international des droits de la personne*, Cowansville, Yvon Blais, 1997, XIX + 425 pages, ISBN 2-89451-199-X

Jennifer Pouliot et Manon Fleury

Volume 31, numéro 2, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1027803ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1027803ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pouliot, J. & Fleury, M. (2001). Compte rendu de [Gérald-A. Beaudoin, *Le fédéralisme au Canada*, Collection bleue, Montréal, Wilson et Lafleur, 2000, XIII + 1076 pages, ISBN 2-89127-495-4 / Alain Gazaille, *Réaliser l'équité salariale au Québec*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1999, 224 pages, ISBN 2-89127-459-8 / Nicola Mariani, Graciela Fuentes, *Les systèmes juridiques dans le monde / World Legal Systems*, Collection bleue, Montréal, Wilson et Lafleur, 2000, 65 pages (version anglaise), 68 pages (version française), ISBN 2-89127-497-0 / Marilyn Pilkington, James M. Spence, Hélène Dumont (dir.), *The Administration of Justice in Commercial Disputes / L'administration de la justice et les litiges commerciaux*, Montréal, Thémis, 1997, 352 pages, ISBN 2-89400-110-X / William A. Schabas, *Précis du droit international des droits de la personne*, Cowansville, Yvon Blais, 1997, XIX + 425 pages, ISBN 2-89451-199-X]. *Revue générale de droit*, 31(2), 419–422. <https://doi.org/10.7202/1027803ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 2001

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

NOTULES

Gérald-A. BEAUDOIN, *Le fédéralisme au Canada*, Collection bleue, Montréal, Wilson et Lafleur, 2000, XIII + 1076 pages, ISBN 2-89127-495-4.

Le fédéralisme au Canada est un traité adressé aux étudiants, avocats, juges, politicologues, législateurs et à tous ceux qui s'intéressent à la Constitution du Canada et au fédéralisme canadien. Initialement, il s'agissait d'une deuxième édition de l'ouvrage du même auteur *La Constitution du Canada* (1990). Mais une fois le manuscrit mis à jour, il dépassait deux mille pages et il fut donc séparé en deux traités distincts : celui-ci et un second intitulé *Les droits et libertés au Canada*.

La courte biographie de l'auteur se trouvant à l'endos du volume révèle entre autres qu'en plus de ses maintes réussites académiques, l'auteur a été notamment membre de la Commission royale Pépin-Robarts (1977-79), membre du comité de rédaction française de la Constitution du Canada (1985-1990) et Directeur associé (1981-1986) puis Directeur du Centre des droits de la personne de l'Université d'Ottawa (1986-1988). Il a donc participé activement à l'évolution récente du fédéralisme et partage sa perspective unique des événements significatifs ainsi que des développements majeurs en droit constitutionnel canadien.

Ce premier traité comprend donc les deux premières parties de l'ouvrage original de 1990, néanmoins revues, corrigées et mises à jour. Malgré ces modifications importantes, le texte demeure fidèle à son organisation générale originale. La première partie porte toujours sur les Institutions et englobe les six chapitres suivants; une vue globale de la Constitution, les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, les conférences constitutionnelles et la procédure de modification.

Pendant, la majorité du livre est consacrée à la deuxième partie qui développe en quatorze chapitres, le partage des pouvoirs. La Loi constitutionnelle de 1867, le Statut de Westminster de 1981, la Loi de 1982 sur le Canada et la Loi constitutionnelle de 1982 se sont trouvés en annexe. Le volume se termine avec une table des arrêts, une bibliographie sélective et un index analytique.

Il s'agit d'un ouvrage très bien structuré, facile à comprendre, qui explique clairement et précisément les concepts de base en droit constitutionnel canadien. Qu'on l'emploie en tant que guide introductif pour nos premières études ou comme rappel des notions déjà apprises, ce volume servira de source de référence.

Jennifer POULIOT

Alain GAZAILLE, *Réaliser l'équité salariale au Québec*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1999, 224 pages, ISBN 2-89127-459-8.

En 1996, l'auteur publiait la première édition de cet ouvrage. L'adoption, en 1997, de la *Loi sur l'équité salariale*¹ du Québec ainsi que les divers commentaires et critiques émis par les lecteurs suite à la publication de son volume l'ont incité à nous présenter la seconde édition qui est, de ses dires, revue et améliorée.

«*À travail égal, salaire équivalent*» voici une réalité non négligeable qui fait son chemin dans le monde du travail depuis déjà plusieurs années. Depuis nombre de décennies, la constatation d'une certaine inéquité en faveur des hommes quant au taux de rémunération pour un travail accompli, s'était lentement faite. L'heure de redressement est maintenant arrivée et c'est justement dans l'optique de venir en aide aux employeurs, de leur faire connaître en quoi consiste l'équité salariale et surtout dans le but de les guider dans sa mise en œuvre au sein de leur entreprise (de la plus petite à la plus grande) que l'auteur a rédigé cet ouvrage.

Son contenu est plutôt technique mais très bien structuré puisque l'auteur illustre ses affirmations à l'aide de nombreux tableaux détaillés. Nous pouvons facilement suivre l'ordre chronologique des différentes étapes menant à la réalisation de l'équité salariale au sein d'une entreprise.

De plus, l'ouvrage est pondéré par de nombreuses références à la Loi, ainsi que d'une multitude de suggestions, de définitions et de formules qui aideront très certainement l'employeur et le juriste dans la poursuite de ses objectifs. On y retrouve également, en appendice, reproduction de la Loi, ainsi qu'un exemple de plan d'évaluation des emplois sans égard au sexe et finalement, un questionnaire d'analyse des tâches.

En bref, un ouvrage pratique qui ne demande que très peu de temps à lire. Les nombreux tableaux facilitent la compréhension du processus, si l'on fait toutefois abstraction des formules mathématiques pouvant s'avérer complexes pour un lecteur non avisé.

Manon FLEURY

Nicola MARIANI, Graciela FUENTES, *Les systèmes juridiques dans le monde/World Legal Systems*, Collection bleue, Montréal, Wilson et Lafleur, 2000, 65 pages (version anglaise), 68 pages (version française), ISBN 2-89127-497-0.

Ce livre bilingue à reliure spirale est basé sur les informations publiées en anglais et en français sur le site web de l'Université d'Ottawa retrouvées au <http://www.uottawa.ca/world-legal-systems>. Les auteurs classifient les systèmes juridiques ainsi que les entités politiques du monde en six catégories correspondantes,

1. *Loi sur l'équité salariale*, L.R.Q., c. E-12.001.

soit : le droit civil, common law, droit coutumier, droit musulman, droit talmudique et le droit mixte. Ils soulignent cependant le fait que ces rubriques sont au pluriel et non au singulier afin de « tenir compte du fait que chaque système juridique (comme catégorie de classification) tend à acquérir des caractéristiques particulières selon les territoires et les populations auquel il s'applique » (p. 4). De plus le fait que plusieurs pays soient en période de transition, notamment en Europe de l'Est, en Asie et en Afrique, pose certaines difficultés de classification qui seront sûrement élaborées dans les prochaines révisions.

L'ouvrage comprend également un Atlas en couleur et des statistiques des systèmes juridiques du monde qui permettent au lecteur de constater d'un coup d'œil les différents systèmes juridiques en vigueur dans les divers pays. Cet Atlas permet entre autres de constater la prédominance mondiale des systèmes juridiques de droit civil et de noter son importance par rapport aux autres systèmes tel la common law. À la fin, on retrouve une bibliographie et un index alphabétique des entités politiques et systèmes juridiques correspondants. Quoiqu'il s'agit d'un manuel de référence utile où on s'y repère facilement, le chercheur y gagnerait à aller directement à la source, sur le site Web.

Jennifer POULIOT

Marilyn PILKINGTON, James M. SPENCE, Hélène DUMONT (dir.), *The Administration of Justice*

in Commercial Disputes/L'administration de la justice et les litiges commerciaux, Montréal, Thémis, 1997, 352 pages, ISBN 2-89400-110-X.

Parrainé par l'Institut canadien d'administration de la justice (ICAJ), cet ouvrage a été conçu suite à une série de conférences tenues lors de la réunion annuelle du 15 au 18 octobre 1997. La ICAJ se veut une organisation indépendante et impartiale qui promeut la libre discussion et l'étude des questions juridiques au Canada. Dans cette perspective, le recueil comprend vingt-trois articles provenant d'une grande variété d'auteurs de formations et vocations différentes.

En ce qui a trait à la rédaction du texte, la préface ainsi que la contribution de Françoise Guénette, vice-présidente et chef des affaires juridiques de Bell Canada, sont présentées en version bilingue. Le premier article, intitulé « CIAJ and its Annual Conference » par M. Justice James M. Spence, un des directeurs de l'ouvrage, est en anglais mais comprend un paragraphe en français, alors que les autres conférences, à l'exception de celle de l'honorable juge Anne-Marie Trahan : « L'intérêt des consommateurs et l'administration de la justice en matière commerciale », sont rapportées entièrement en anglais.

En général les articles traitent de plusieurs aspects intéressants des litiges commerciaux. Les sujets abordés comprennent entre autres : l'impact des fiducies dans les articles de l'honorable

juge Bruce D. Bastarache et de Janet Cooper Alexander; le rôle de la théorie en droit commercial dans les contributions Gillian Hadfield et M. Roderick A. MacDonald; l'interdiction de la publication et la liberté d'expression — un débat avec M.W. Ian Binnie et M. Jack M. Giles; la discrétion judiciaire et la réforme judiciaire traitées respectivement par les honorables juges Robert J. Sharpe et Thomas A. Cromwell; l'intérêt du consommateur ou du justiciable dans les présentations de l'honorable juge Anne-Marie Trahan et Françoise Guénette; ainsi que la globalisation et les méthodes de résolution des litiges abordées par Marc Lalonde. Les contributions varient en longueur ainsi qu'en forme de relevés de débats de quelques pages jusqu'à des présentations formelles plus exhaustives. La plupart des textes sont précédés d'un plan détaillé de la matière couverte et comprennent, en note infrapaginale, une courte référence biographique de l'auteur.

Jennifer POULIOT

William A. SCHABAS, *Précis du droit international des droits de la personne*, Cowansville, Yvon Blais, 1997, XIX + 425 pages, ISBN 2-89451-199-X.

Professeur de droit et directeur du Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal, William Schabas se donne comme objectif de rendre accessible au juriste québécois le domaine fort important et incontournable du droit international des droits de la personne.

Autrefois connu sous la rubrique « droits de l'Homme », l'évolution des droits de la personne a eu un impact important dans le monde juridique autant au Canada que dans l'arène internationale. Dans ce volume, l'auteur souligne l'affirmation de la Cour suprême du Canada à l'effet que les instruments internationaux des droits de la personne et la jurisprudence rendue par les tribunaux internationaux constituent une source « pertinente et persuasive » quant à l'interprétation à donner au droit canadien. Il démontre que, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, le droit international des droits de la personne est devenu une des thèmes centraux du droit international public (p. 2).

La matière est présentée de façon claire et suit une structure logique. Le précis est divisé en six parties, soit : les sources et classifications des droits de la personne, les Nations Unies et la protection des droits de la personne, les systèmes régionaux de protection des droits de la personne, les mécanismes non contentieux de protection des droits de la personne ainsi que le droit international et le droit interne. Le volume comprend également une table complète des abréviations, une table des matières détaillées, une bibliographie sélective, une table des instruments, une table de jurisprudence citée et un index.

Concis et facile à lire, il s'agit donc d'un livre fort intéressant qui saura plaire à tout individu qui s'intéresse au domaine des droits de la personne.

Jennifer POULIOT